

B. 10.2.2.

- Burundi

- crise oct. '93

- UPRONA

## L'AUTRE FACE DU DRAME

Dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993, a eu lieu une insurrection militaire qui a abouti à une tragédie nationale. Le putsch a entraîné la mort du Chef de l'Etat, du Président de l'Assemblée Nationale et d'autres hautes personnalités de l'Etat. Il a débouché sur un vide de pouvoir qui a plongé le pays dans la catastrophe.

Consécutivement au putsch, des massacres à caractère ethnique et politique ont été organisés à travers beaucoup de régions du pays. A ce stade, il sied de relever la responsabilité particulièrement importante de Radio Rwanda dans l'exacerbation des passions meurtrières.

L'absence de pouvoir, l'insécurité et les difficultés des communications n'ont pas permis à l'opinion d'appréhender le drame dans toutes ses dimensions. Une lecture unidirectionnelle des faits a été largement développée.

Il est primordial que l'opinion nationale et internationale prenne en compte l'autre face du drame.

### 1. LE CAS DE MONSIEUR NGEZE.

Monsieur François NGEZE est présenté comme le Chef des putschistes. La vérité est qu'il a été enlevé la nuit de son domicile par des militaires et conduit dans un camp de l'armée. Là, il a été contraint de jouer un rôle dans les événements, sous peine de mort.

Force est de constater qu'au lieu d'assumer ce rôle en putschiste déterminé à prendre et à exercer le pouvoir, Monsieur François NGEZE s'est appliqué à chercher des solutions pour un retour à la paix et à la légalité.

Par son action, il est parvenu à obtenir le retour au calme par les militaires. Cela constituait un préalable à toute recherche d'une solution pacifique de la crise. Il a associé toutes les bonnes volontés aux actions visant le retour à la légalité constitutionnelle. A cet effet, dès les premiers moments, il a essayé d'entrer en contact avec les dirigeants des Partis Politiques, les Confessions Religieuses, les Liges des Droits de l'Homme, toutes les associations de la Société Civile et les Diplomates occidentaux.

Tout analyste objectif et juste des péripéties de ce drame constatera que Monsieur François NGEZE n'est pas le putschiste qu'on sert en pâture à l'opinion.

## 2. LE CAS DE CERTAINS OFFICIERS DE L'ETAT-MAJOR GENERAL DES FORCES ARMEES .

Certains officiers de l'Armée, particulièrement les Lieutenants - Colonels BIKOMAGU Jean et DARADANGWA Jean-Bosco ont joué un rôle positif appréciable dans la recherche d'une solution à la crise. Alors qu'ils se sont donnés avec abnégation et des fois au risque de leur vie, alors qu'ils ont pu sauver des vies humaines, certains les présentent aujourd'hui comme des putschistes. Tout cela est fait sans aucune base d'argumentation et sans aucun souci de recherche de la vérité.

## 3. LE MASSACRE GENERALISE DES POPULATIONS SOUS DES MOBILES ETHNIQUES ET POLITIQUES.

La perpétration du putsch a fourni aux responsables et militants du FRODEBU, aux dirigeants administratifs régionaux et locaux, d'organiser un massacre généralisé de citoyens innocents sur des bases ethniques et politiques. L'élimination physique impitoyable et systématique a frappé les Tutsi et les Hutu membres de l'UPRONA.

Aujourd'hui, une bonne partie de l'opinion ignore qu'un drame inqualifiable se déroule dans l'arrière-pays, sous l'instigation de responsables politiques et administratifs du parti au pouvoir.

Le putsch sanglant accompli par des éléments de l'Armée peut-il justifier des massacres d'une telle ampleur, même si celui-ci reste inacceptable.

## 4. LE PLAN DE LIQUIDATION DE L'OPPOSITION.

La crise a fourni au FRODEBU l'occasion de liquider l'opposition constituée principalement du Parti UPRONA.

Alors qu'à travers les provinces et les communes les dirigeants et les militants de l'UPRONA sont massacrés pour leur appartenance à ce parti, les ministres NYANGOMA et NGENDAHAYO viennent de désigner sur Radio KIGALI des membres de la direction de l'UPRONA comme instigateurs du putsch. Ces accusations d'une extrême gravité sont lancées sans aucune base.

Dès le Vendredi 22 Octobre 1993, le Bureau Exécutif de l'UPRONA a pris position contre le putsch et s'est prononcé pour le retour rapide à la légalité constitutionnelle.

Plus tard, il le réitérera avec les autres Partis Politiques, les Confessions Religieuses, les Ligues des Droits de l'Homme. Au cours de la crise, les membres de la Direction de l'UPRONA se sont appliqués à aider à la recherche de solutions pour un retour au calme et à la légalité.

En réalité, les déclarations des Ministres NYANGOMA Léonard et NGENDAHAYO Jean Marie ont pour but l'élimination physique de l'opposition dont les dirigeants sont livrés à la vindicte populaire.

D'ores et déjà, on sait avec précision que les membres de la famille et de la belle - famille de Monsieur François NGEZE ont été entièrement décimés, leurs biens et leur bétail détruits et leurs maisons incendiées.

Les Ministres NYANGOMA Léonard et NGENDAHAYO Jean Marie en portent une grande responsabilité.

#### 5. LA REPRESSION AVEUGLE PAR DES ELEMENTS DES FORCES ARMÉES.

Dans certaines régions du pays, le massacre des populations tutsi et des hutu militants de l'UPRONA a fourni l'occasion à des éléments de l'armée de procéder à une répression aveugle.

Ces actes de répression qui, souvent, frappent des innocents, sont tout aussi condamnables que les massacres. Le commandement de l'armée devrait arrêter cette répression et en sanctionner les auteurs.

Il est cependant regrettable qu'à la reprise du pouvoir par le Gouvernement, la première mesure ait été de retirer les troupes des théâtres d'affrontement pour les confiner dans les casernes, alors que les troubles continuent.

Tout en donnant des ordres formels sur le comportement que l'armée doit adopter et en contrôlant la stricte exécution, il est primordial que le Gouvernement déploie largement les forces de sécurité dans les régions troublées, afin de dissuader les auteurs des massacres à poursuivre leur sale besogne et protéger ainsi les nombreuses vies humaines en danger de disparition.

Pour rétablir la vérité et poser les fondements d'une meilleure gestion de l'après-crise, il est impératif et primordial :

1° Que soit constitué rapidement une commission internationale d'enquête indépendante et impartiale pour établir les responsabilités dans l'organisation du putsch, l'assassinat des dignitaires disparus et les massacres perpétrés contre les populations civiles innocentes.

2° Que le Gouvernement lave publiquement les dirigeants de l'UPRONA de l'opprobre que leur ont jetée les déclarations des Ministres NYANGOMA et NGENIDAHAYO.

3° Que l'occasion soit donnée aux victimes de ces graves accusations de pouvoir y répondre par le canal des media de l'Etat.

Fait à Bujumbura, le 27 Octobre 1993

LA PERMANENCE NATIONALE  
DU PACTE UPRONA

